ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

# Note de capitalisation

## Renforcer la productivité du cheptel au Niger : une dynamique locale de fabrication d'aliments bétail portée par les groupements ruraux

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Swiss Agency for Development and Cooperation SDC**

Septembre 2025

Cette note de capitalisation a été réalisée dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Swiss Agency for Development and Cooperation SDC**

**Pour citer ce document :**

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Renforcer la productivité du cheptel au Niger : une dynamique locale de fabrication d'aliments bétail portée par les groupements ruraux

**Projet** : Appui à la facilitation du Commerce du Bétail et de la viande sur les principaux corridors d'exportation de Bétail

**Pays** : Niger

**Institution de mise en œuvre** : Interprofession bétail, viande, cuirs et peaux (IPBVCP)

## Résumé exécutif

Pour répondre au déficit chronique en ressources fourragères et à la faible structuration des acteurs, le projet « Appui à la facilitation du commerce du bétail et de la viande » au Niger a misé sur l'amélioration de la productivité animale à travers la valorisation des ressources alimentaires locales. Sept unités de transformation d'aliments bétail ont été installées sous forme de micro-entreprises rurales, accompagnées de formations techniques, d'un appui organisationnel et d'une mise en réseau des bénéficiaires, majoritairement des femmes et des jeunes.

Les broyeurs mis à disposition ont permis la production et la commercialisation d'aliments composés issus d'ingrédients locaux. L'analyse de cinq groupements montre des recettes atteignant jusqu'à 400 000 FCFA, une amélioration de la qualité des animaux embouchés, ainsi que la création d'opportunités économiques locales. Ces résultats témoignent du potentiel de cette approche intégrée pour renforcer la résilience des systèmes d'élevage.

Une leçon clé réside dans la complémentarité des leviers : équipements adaptés, encadrement technique, structuration des groupements et accès au financement. Lorsque ces conditions sont réunies, les performances sont nettement supérieures.

Pour assurer la durabilité et envisager une mise à l'échelle, il est recommandé de renforcer les capacités techniques locales, de développer des services de maintenance accessibles, de formaliser les groupements bénéficiaires, et de mieux inscrire ce type d'initiatives dans les dispositifs publics d'appui à l'élevage.

### Messages clés

- Face au déficit chronique en ressources fourragères et à la faible structuration des filières locales, le projet a ciblé l'amélioration de la productivité du cheptel par la valorisation des ressources alimentaires locales. Dans un contexte de dégradation des pâturages et d'augmentation des besoins alimentaires du bétail, l'enjeu central du projet résidait dans le renforcement de la production d'animaux de boucherie de qualité à travers des solutions adaptées, accessibles et durables.
- Le projet a installé sept unités de transformation d'aliments bétail sous forme de micro-entreprises rurales, accompagnées de formations techniques, d'un encadrement organisationnel et de la mise en réseau des bénéficiaires. Ces unités ont permis aux groupements bénéficiaires, en particulier des femmes et des jeunes, de produire et de commercialiser des aliments composés à partir d'ingrédients locaux, contribuant ainsi à une meilleure alimentation du bétail.
- L'utilisation des broyeurs a entraîné une amélioration tangible de la productivité animale, la création d'emplois locaux et l'augmentation des revenus pour les groupements impliqués. Des groupements ont généré jusqu'à 400 000 FCFA de recettes, tandis que les éleveurs ont commencé à constater des effets positifs sur la qualité des animaux embouchés.
- Le fonctionnement optimal des unités repose sur l'intégration de plusieurs leviers : équipements adaptés, formation des utilisateurs, structuration des groupements et accès aux

financements. Les performances varient fortement selon la capacité des bénéficiaires à combiner ces éléments de manière cohérente, confirmant l'importance d'une approche intégrée.

- Pour assurer la durabilité et la réplication de l'initiative, il est essentiel de renforcer l'encadrement technique, de mieux adapter les équipements aux réalités du terrain, et d'inscrire l'initiative dans une stratégie institutionnelle claire. Cela implique notamment le développement d'un écosystème local de maintenance, la formalisation des groupements, et leur reconnaissance dans les politiques publiques d'appui au secteur de l'élevage.

## Enjeu

### Un sous-secteur porteur mais confronté à de fortes contraintes

Au Niger, le sous-secteur de l'élevage occupe une place stratégique dans l'économie nationale et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Avec un cheptel estimé à plus de 57 millions de têtes toutes espèces confondues en 2022, ce secteur représente 11 % du PIB national, 35 % du PIB agricole, et contribue à hauteur de 15 % au revenu des ménages. Il constitue la deuxième source de recettes d'exportation du pays après les industries extractives et concerne directement 87 % de la population nigérienne, dont 20 % en tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance.

Malgré ce potentiel, le secteur de l'élevage reste confronté à plusieurs défis structurels qui entravent sa productivité et sa compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux. Parmi les obstacles identifiés figurent l'atomisation de la production, une structuration encore faible des acteurs, la faible valeur ajoutée tirée de la transformation locale, et surtout une forte vulnérabilité à la dégradation des ressources naturelles, exacerbée par les effets du changement climatique. Le déficit chronique en fourrage constitue ainsi l'une des principales contraintes à la croissance du cheptel. En 2022, le besoin alimentaire du cheptel national s'élevait à près de 34 millions de tonnes de matière sèche (TMS), contre un disponible estimé à un peu plus de 21 millions de TMS, soit un déficit net de plus de 12 millions de TMS. Ce déficit est partiellement compensé par l'achat d'aliments bétail importés, peu accessibles financièrement pour la majorité des producteurs.

### La problématique de l'alimentation animale au cœur des enjeux de productivité

Le déficit fourrager constitue un goulot d'étranglement majeur pour l'élevage nigérien. Il affecte directement les performances zootechniques, la rentabilité des exploitations, et la qualité des produits animaux. Les pâturages naturels, historiquement au cœur des systèmes de production, sont aujourd'hui fortement dégradés, et les résidus de culture, qui en constituent un complément, restent insuffisants et mal valorisés. Par ailleurs, les unités de transformation d'aliments pour bétail sont encore rares, faiblement équipées et peu adaptées aux besoins locaux, tant en matière de technologie que de capacité de production.

Dans ce contexte, la transformation des fourrages grossiers en aliments composés représente une alternative crédible pour répondre au déficit alimentaire du bétail, réduire la dépendance aux importations et renforcer la productivité des élevages, notamment dans les zones transfrontalières fortement intégrées aux circuits de commercialisation.

### Des besoins clairement identifiés : accès, équipements et structuration

Le projet « Appui à la facilitation du Commerce du Bétail et de la Viande sur les principaux corridors d'exportation du Niger », mis en œuvre par l'Interprofession bétail, viande, cuirs et peaux (IPBVCP), répond à ce triple enjeu: i) améliorer l'accès des petits producteurs à une alimentation animale de qualité, ii) renforcer les capacités locales de transformation à travers la mise en place de broyeurs adaptés, et iii) structurer les groupements bénéficiaires autour d'activités génératrices de revenus viables.

Les besoins identifiés à la base du projet sont donc multiples: d'une part, combler le déficit alimentaire du cheptel par une valorisation des ressources locales; d'autre part, créer des opportunités économiques pour les jeunes et les femmes dans les zones rurales à travers l'installation de micro-entreprises rurales; enfin, améliorer la structuration, la formation et l'autonomisation des acteurs pour favoriser une dynamique pérenne, reproductible et à fort impact. Ainsi, le projet s'inscrit pleinement dans une logique de renforcement des chaînes de valeur locales et d'intégration régionale, en agissant sur un levier critique de la productivité : l'alimentation du bétail.

## Dans la pratique

### Activités menées

Dans le cadre du projet, l'amélioration de la productivité a été abordée par le biais du renforcement de l'accès à l'alimentation animale. Pour répondre au déficit fourrager, le projet a mis en place un dispositif de production d'aliments bétail à base de ressources locales, en dotant sept groupements bénéficiaires de broyeurs de fourrages grossiers.

L'approche adoptée a été progressive et inclusive. Elle a commencé par l'identification des groupements bénéficiaires dans les zones concernées par les deux principaux corridors commerciaux. Cette étape a été suivie par leur mise en relation avec des banques et des institutions de microfinance, afin de favoriser leur intégration dans les circuits de financement. Une fois les broyeurs acquis et installés, les membres des groupements ont bénéficié de formations techniques sur l'utilisation, la mainte-

nance et l'entretien des équipements. Des protocoles d'utilisation et des cahiers de charge ont été signés pour encadrer l'exploitation des broyeurs, assurant ainsi une gestion partagée et responsable.

Afin de favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, un groupe WhatsApp a été créé, permettant aux différents bénéficiaires de partager leurs activités de fabrication d'aliments. Par ailleurs, une fiche de suivi a été développée pour documenter les quantités produites, les revenus générés et les défis rencontrés.

Les moyens mobilisés comprenaient l'achat de différents modèles de broyeurs, fabriqués localement (type CDARMA et broyeurs made in Tahoua), importés (broyeurs italiens) ou provenant du Nigéria (IMRAN-Kano). Ces équipements ont été fournis avec un accompagnement technique sur le terrain par les équipes du projet, avec un soutien financier provenant de l'accord de financement CEDEAO/ARAA.

**Résultats atteints**

Les résultats obtenus dans le cadre de cette composante témoignent d'une dynamique locale encourageante en matière de valorisation des ressources disponibles et de création de valeur au sein des communautés rurales. À travers les broyeurs mis à disposition, les groupements ont pu produire des aliments bétail sous forme de poudrette à base d'ingrédients variés : tiges de céréales, gousses de Pilostigma, fane de niébé, son de riz, tourteau de coton, farine de manioc, entre autres.

L'analyse de cinq groupements montre une production effective de sacs d'aliments bétail avec des ventes générant des recettes pouvant atteindre jusqu'à 400 000 FCFA. Ces activités ont permis non seulement de combler partiellement le déficit fourrager au niveau local, mais aussi de renforcer les revenus des bénéficiaires, notamment les jeunes et les femmes. Certains groupements, comme la SCOOPS Femme Émergente, ont mis en place des services de transformation et de vente, malgré des conditions logistiques précaires.

L'impact sur l'emploi est également notable. Le broyage, le transport, la mise en sac et la vente d'aliments ont généré des opportunités économiques pour les jeunes. Les broyeurs sont devenus un levier de structuration pour les groupements, posant les bases d'une véritable micro-entreprise rurale de transformation. L'activité est désormais perçue comme un métier à part entière dans certaines localités, avec un potentiel de développement à plus grande échelle.

Enfin, l'expérience a permis d'expérimenter et de documenter plusieurs procédés de fabrication d'aliments, allant de la simple poudrette au bloc multi nutritionnel densifié (BMND), à travers des procédés techniques adaptés au niveau local. Cette diversité dans les produits ouvre la voie à une segmentation de l'offre et à une réponse plus fine aux besoins des éleveurs.

**Défis rencontrés**

Malgré ces résultats encourageants, plusieurs contraintes ont limité le plein déploiement du dispositif. Sur le plan technique, les broyeurs présentaient divers dysfonctionnements, notamment des pannes de moteur, des casses de courroies, un faible rendement ou encore une exigence en électricité difficilement accessible en milieu rural. Pour certains modèles, la mobilité posait également un problème, freinant leur utilisation à grande échelle. Des ajustements techniques ont été envisagés, tels que l'adaptation de systèmes de transmission par cardan ou l'élévation des équipements pour un meilleur confort d'utilisation.

Les contraintes logistiques étaient également significatives. Faute de hangars de fabrication, les activités se déroulaient à l'ombre des arbres, exposées aux intempéries. L'absence de bâches, de balances et de magasins de stockage limitait la qualité, la sécurité et la traçabilité des aliments produits. Les emballages utilisés étaient génériques et ne permettaient pas de valoriser l'identité des groupements ni d'assurer une présentation professionnelle des produits.

À cela s'ajoutent des contraintes organisationnelles, comme le faible niveau de structuration des groupements, leur capacité limitée à diversifier les produits ou à établir des partenariats commerciaux solides. Sur le plan social, des nuisances sonores et environnementales ont provoqué des tensions locales. Des incidents techniques, tels que la perte d'un doigt par un opérateur, ont aussi mis en lumière la nécessité de renforcer les mesures de sécurité et la formation pratique.

Malgré ces limites, les acteurs ont su proposer des solutions adaptées : certains ont organisé des foires pour valoriser leurs produits, d'autres ont formulé des recommandations pour l'amélioration des équipements. Le projet a également envisagé une mise en relation des groupements avec des acteurs plus avancés, comme l'Entreprise Salma, afin de favoriser les échanges et l'inspiration mutuelle.

## Leçons apprises et recommandations

- **La fabrication locale d'aliments bétail est une activité porteuse de revenus et d'emplois pour les jeunes et les femmes**. L'expérience du projet montre que la mise à disposition de broyeurs d'aliments grossiers auprès de groupements ruraux peut rapidement générer des activités économiques viables. Les groupements bénéficiaires ont transformé des matières premières locales en aliments composés, les ont commercialisés, et en ont tiré des revenus notables, tout en favorisant la création d'emplois pour les jeunes dans les services annexes comme le transport et la distribution. Pour consolider cette dynamique économique et sociale, un accompagnement plus structuré des groupements sur les dimensions entrepreneuriales – gestion, marketing, comptabilité simplifiée – apparaît essentiel pour leur permettre de se développer durablement.

- **La disponibilité et la transformation des ressources locales améliorent la productivité du cheptel à faible coût**. En exploitant les résidus agricoles disponibles dans leur environnement immédiat, les groupements ont pu fabriquer des rations alimentaires adaptées aux besoins de l'élevage, réduisant la dépendance aux produits importés souvent coûteux. Cette valorisation locale a contribué à améliorer la qualité de l'alimentation animale et, par ricochet, à renforcer la productivité. Pour que cette approche atteigne tout son potentiel, il serait judicieux de renforcer la formation technique des acteurs sur les méthodes de formulation de rations équilibrées et les techniques de fabrication, afin de garantir la qualité et la pertinence des aliments produits.

- **L'efficacité des activités repose sur une articulation claire entre appui technique, organisationnel et financier**. Les groupements ayant bénéficié d'un appui simultané sur ces trois volets – équipements, renforcement de capacités et liens avec les institutions financières – ont montré des résultats nettement plus positifs. Ce triptyque semble donc déterminant pour garantir l'utilisation optimale des équipements mis à disposition. Pour

renforcer cette synergie, chaque nouvelle initiative devrait être pensée de manière intégrée, en veillant à combler l'ensemble des maillons de la chaîne de mise en œuvre.

- **La mise à l'échelle de l'initiative est possible, mais suppose une structuration préalable des acteurs**. Si les résultats sont prometteurs dans les zones d'intervention actuelles, leur reproduction à plus grande échelle nécessite des groupements capables de répondre aux exigences de qualité, de visibilité et de formalisation requises sur les marchés publics ou institutionnels. Pour cela, il est pertinent d'investir dans le développement de réseaux de producteurs, leur accompagnement vers la normalisation des produits (emballage, étiquetage, traçabilité), ainsi que leur intégration progressive dans les circuits d'approvisionnement officiels.

- **La durabilité technique dépend fortement de l'adéquation entre les équipements fournis et les besoins des bénéficiaires**. Les broyeurs diffusés ont montré des performances variables selon leur provenance et leur conception. Certains modèles, notamment importés, se sont révélés peu adaptés ou difficiles à entretenir. Des améliorations techniques ont été identifiées localement, démontrant la capacité des bénéficiaires à s'approprier et ajuster les outils. Il serait donc opportun de capitaliser sur ces retours du terrain pour orienter les choix futurs vers des équipements plus robustes, produits localement si possible, tout en garantissant leur entretien grâce à une meilleure disponibilité des pièces détachées et un encadrement technique de proximité.

- **Le succès de l'initiative dépend également du soutien institutionnel et de son intégration dans les politiques nationales**. L'implication du Ministère de l'Élevage et la cohérence du projet avec les priorités régionales (CEDEAO, UEMOA) ont facilité sa mise en œuvre. Pour pérenniser les acquis, il importe d'ancrer ce type d'initiative dans les dispositifs de planification sectorielle et de les inscrire dans les stratégies nationales de développement du secteur privé rural. Une reconnaissance officielle des groupements actifs et un appui des collectivités locales contribueraient à renforcer leur légitimité et à sécuriser leurs activités.

## À propos de cette note de capitalisation

Cette note est issue d'un processus de capitalisation participatif conduit dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). L'objectif de la capitalisation est de documenter et valoriser les expériences menées sur le terrain afin de favoriser l'apprentissage, la redevabilité et la mise à l'échelle des approches prometteuses. Les informations ont été recueillies à travers des entretiens, des visites de terrain, l'analyse de documents et la consultation des parties prenantes.

## À propos du programme PACBAO

Le Programme régional d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) est une initiative de la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suisse (DDC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale, l'ECOWAP. Elle vise à créer des conditions favorables à l'accroissement des revenus des éleveurs en s'appuyant sur le secteur privé du commerce régional du bétail et les institutions publiques régionales. Au cours de sa première phase (2018 – 2023), le programme a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la CEDEAO et a financé 16 projets pilotes dans 11 pays en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui ont permis de générer une dizaine de bonnes pratiques et innovations. Les projets pilotes visaient essentiellement à accroître la productivité du bétail, améliorer la compétitivité de la viande produite dans la région face à la concurrence des importations extra-communautaires, faciliter et moderniser le commerce intra-régional du bétail et, améliorer les relations entre les acteurs des chaines de valeur, les installations et les moyens destinés à la transformation et au transport de la viande rouge.

La deuxième phase du programme (2024-2028) s'inscrit dans la même perspective et mettra l'accent sur la mise à l'échelle des pratiques innovantes existantes tout en créant des conditions favorables à la promotion de la filière bétail-viande. Son objectif global est de contribuer à couvrir les besoins en viande rouge et produits carnés des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le développement du commerce intrarégional de bétail et de la viande et la maîtrise des importations extrarégionales des produits carnés. De façon spécifique, la seconde phase du programme vise à accroitre d'au moins 2,6% l'offre de bétail et de viande sur les marchés terminaux et toucher environ 500 000 bénéficiaires directs dont 40% de jeunes et de femmes.

## Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de ce document de capitalisation. Votre soutien, votre engagement et votre participation ont été essentiels à la réussite de ce processus.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org